

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

18 janvier 2018

ETAT SERVICE SOCIÉTÉ DE CONFIANCE - (N° 575)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° 91

présenté par  
M. Descoeur

-----

**ARTICLE 3**

À l'alinéa 6, substituer aux mots :

« réduit de 50 % »

le mot :

« nul ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Ce projet de loi a pour objectif de mettre en oeuvre un ensemble de mesures au service d'une société de confiance.

Dès lors, vouloir pénaliser un contribuable de bonne foi qui dépose spontanément une déclaration rectificative viderait de sa substance le principe édicté à l'article L. 123-1 du code des relations entre le public et l'administration introduit par l'article 1<sup>er</sup> du présent projet de loi.

En conséquence, cet amendement vise à supprimer la sanction pécuniaire consistant en un intérêt de retard, même réduit de 50 %.